



Government of Canada  
Privy Council Office

Gouvernement du Canada  
Bureau du Conseil privé

# **Bureau du Conseil privé**

## Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 septembre  
2024

Canada

## Rapport financier trimestriel pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2024.

Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans la permission du Bureau de Conseil privé.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec :

Bureau du Conseil privé  
85, rue Sparks, Pièce 1000  
Ottawa ON Canada K1A 0A3  
[info@pco-bcp.gc.ca](mailto:info@pco-bcp.gc.ca)

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2024.

This publication is also available in English: Quarterly Financial Report for the quarter ended September 30, 2024.

CP1-17F-PDF  
ISSN : 2818-100X

# Bureau du Conseil privé

## Rapport financier trimestriel

### Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2024

#### Table des matières

- Introduction
- Mandat
- Méthode de présentation du rapport
- Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs
  - Changements importants quant aux autorisations
  - Changements importants quant aux dépenses
- Risques et incertitudes
- Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes
- Approbation des cadres supérieurs
- Annexe A et B

#### Introduction

Le présent rapport trimestriel a été préparé conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par la Directive sur les normes comptables : GC 4400 Rapport financier trimestriel des ministères. Le présent rapport financier trimestriel doit être lu en parallèle avec le Budget principal des dépenses et les rapports financiers trimestriels précédents. Pour en apprendre davantage sur le BCP, veuillez visiter le [site Web du BCP](#).

Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen, mais il a été communiqué au comité d'audit départemental du BCP, qui l'a examiné.

#### Mandat

Le BCP soutient l'élaboration et la mise en œuvre des programmes stratégique et législatif du gouvernement du Canada, coordonne la prise de mesures en réaction aux problèmes auxquels doivent faire face le gouvernement et le pays, et contribue au bon fonctionnement du Cabinet. Le BCP est dirigé par le greffier du Conseil privé, qui est également secrétaire du Cabinet et chef de la fonction publique.

Le BCP a pour mandat de servir le Canada et la population canadienne en conseillant et en appuyant le premier ministre, les ministres du portefeuille et le Cabinet.

Les trois rôles principaux du BCP sont les suivants :

1. Conseiller de manière professionnelle et non partisane le premier ministre, les ministres du portefeuille, le Cabinet ainsi que ses comités sur les questions d'envergure nationale et internationale.
2. Assurer le bon fonctionnement du processus décisionnel du Cabinet et contribuer à la mise en œuvre du programme du gouvernement.
3. Encourager un rendement élevé et la responsabilisation au sein de la fonction publique.

## **Méthode de présentation du rapport**

Ce rapport trimestriel a été préparé selon une méthode comptable axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser du BCP accordés par le Parlement et utilisées par l'organisme, de manière cohérente avec le Budget principal des dépenses pour l'exercice 2024-2025 et le budget supplémentaires des dépenses (A). Ce rapport financier trimestriel a été préparé au moyen d'un référentiel à usage particulier (comptabilité axée sur les dépenses) conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Le BCP utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels <sup>1</sup> 1) lesquels font partie du processus de production de rapports sur le rendement ministériel. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votes par le Parlement sont encore accordés en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

---

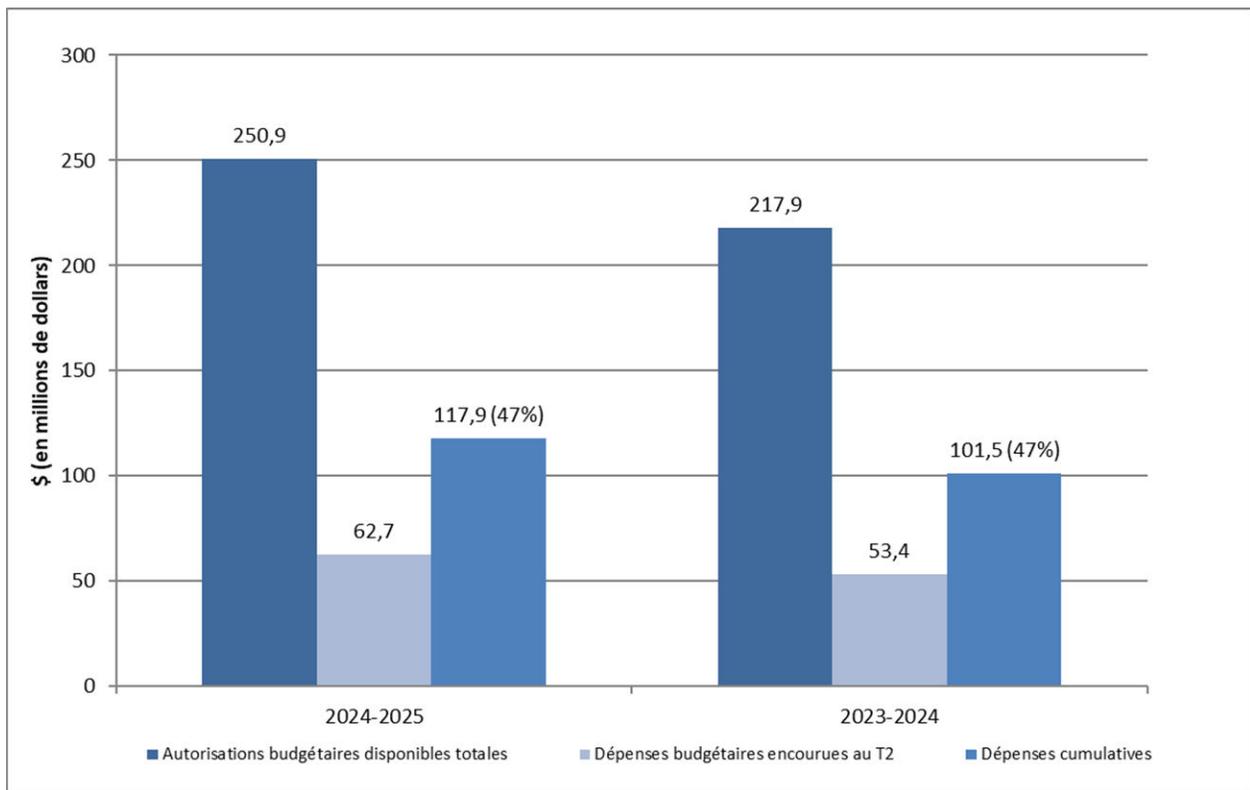
<sup>1</sup> Les notes afférents aux états financiers ministériels annuels comprennent un rapprochement entre les résultats selon la comptabilité d'exercices intégrale et les autorisations de dépenser.

### Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

La présente section expose les principaux éléments ayant contribué à l'augmentation ou à la diminution nette des autorisations disponibles pour l'exercice et des dépenses réelles pour le trimestre ayant pris fin le 30 septembre 2024.

Le BCP a dépensé environ 47% de ses autorisations disponibles à la fin du deuxième trimestre, ce qui est comparable au même trimestre de 2023-2024 (voir graphique 1 ci-dessous).

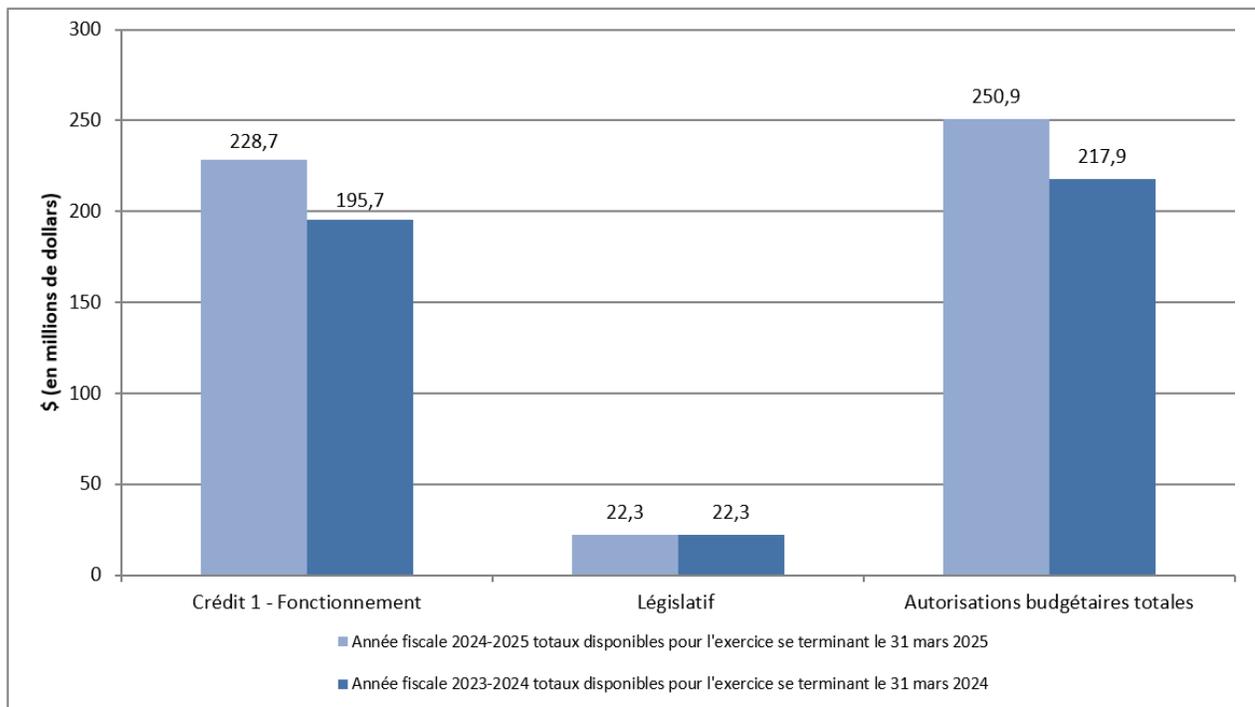
Graphique 1: Comparaison des autorisations budgétaires disponibles totales et des dépenses budgétaires nettes totales au deuxième trimestre des exercices 2024-2025 et 2023-2024



## Changements importants quant aux autorisations

D'après le graphique 2 ci-dessous en date du 30 septembre 2024 et l'annexe A, qui se trouve à la fin de ce document, les autorisations totales dont dispose le Bureau du Conseil privé (BCP) s'élèvent à 250,9 millions de dollars en 2024-2025, comparativement à 217,9 millions de dollars au 30 septembre 2023, ce qui représente une augmentation nette de 33,0 millions de dollars ou de 15 %. L'augmentation nette des autorisations de 33,0 millions de dollars s'explique principalement par le financement lié à l'Enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux fédéraux et les institutions démocratiques et par une augmentation du financement pour les ajustements de rémunération. Ceci est partiellement compensé par le financement temporaire de la Commission d'urgence pour l'ordre public et la réduction du financement annoncée dans le budget 2023. Les commissions d'enquête sont des organisations indépendantes, mais elles sont déclarées dans les états financiers du BCP.

Graphique 2: Variation des autorisations au 30 septembre 2024



## Changements importants quant aux dépenses du trimestre

Les dépenses du deuxième trimestre ont totalisé 62,7 millions de dollars, soit une augmentation nette de 9,3 millions de dollar (17%) par rapport aux 53,4 millions de dollars dépensés pendant la même période en 2023-2024. Le tableau 1 ci-dessous présente les dépenses budgétaires par article courant.

Tableau 1

Changements importants dans les dépenses par article courant (en milliers de dollars)	Exercice 2024-2025 Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2024	Exercice 2023-2024 Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2023	Variation en \$	Variation en %
Personnel	47 544	45 564	1 980	4 %
Transports et communications	1 869	1 518	351	23 %
Information	811	832	(21)	(3 %)
Services professionnels et spéciaux	10 319	5 363	4 956	92 %
Location	2 133	636	1 497	235 %
Services de réparation et d'entretien	232	203	29	14 %
Services publics, fournitures et approvisionnements	162	374	(212)	(57 %)
Acquisition de machines et de matériel	1 358	766	592	77 %
Paiement de transfert	110	-	110	0 %
Autres subventions et paiements	467	201	266	132 %
<b>Dépenses budgétaires brutes totales</b>	<b>65 006</b>	<b>55 457</b>	<b>9 548</b>	<b>17 %</b>
Moins les revenus affectés aux dépenses	(2 313)	(2 046)	(267)	13 %
<b>Dépenses budgétaires nettes totales *</b>	<b>62 692</b>	<b>53 411</b>	<b>9 281</b>	<b>17 %</b>

\* Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués

### Personnel :

L'augmentation globale de 2,0 millions de dollars des dépenses relatives au personnel est principalement due aux ajustements de rémunération liés aux augmentations des taux de rémunération, la création de l'enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux fédéraux et les institutions démocratiques le 7 septembre 2023, et les dépenses pour soutenir le Bureau de la croissance propre et le Secrétariat du Conseil d'action pour les terres publiques.

### Transports et communication :

Les transports et les communications ont augmenté de 0,4 million de dollars, principalement en raison de la création de l'enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux fédéraux et les institutions démocratiques le 7 septembre 2023.

### Services professionnels et spéciaux :

L'augmentation de 5,0 millions de dollars des services professionnels et spéciaux est attribuée à les frais juridiques engagés pour l'enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux fédéraux et les institutions démocratiques établie le 7 septembre 2023, ainsi que le calendrier de facturation d'autres services juridiques et informatiques. Cette situation a été partiellement compensée par une diminution des services juridiques fournis au Rapporteur spécial indépendant.

### Location :

L'augmentation de 1,5 million \$ des loyers s'explique principalement par le calendrier de facturation des licences de logiciels.

## Changements importants quant aux dépenses cumulatives

Les dépenses depuis le début de l'exercice totalisent 117,9 millions de dollars, soit une augmentation nette de 16,5 millions de dollars (16%) par rapport aux 101,5 millions de dollars dépensés durant la même période en 2023-2024. Le tableau 2 ci-dessous présente les dépenses budgétaires par article courant.

Tableau 2

Changements importants dans les dépenses par article courant (en milliers de dollars)	Exercice 2024-2025 Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre terminé le 30 septembre 2024	Exercice 2023-2024 Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre terminé le 30 septembre 2023	Variation en \$	Variation en %
Personnel	93 703	85 740	7 963	9 %
Transports et communications	3 581	2 635	946	36 %
Information	1 973	1 891	82	4 %
Services professionnels et spéciaux	16 046	10 451	5 595	54 %
Location	4 083	2 232	1 851	83 %
Services de réparation et d'entretien	319	282	37	13 %
Services publics, fournitures et approvisionnements	241	447	(206)	(46 %)
Acquisition de machines et de matériel	2 301	1 574	727	46 %
Paiement de transfert	389	42	347	826 %
Autres subventions et paiements	768	543	225	41 %
<b>Dépenses budgétaires brutes totales</b>	<b>123 403</b>	<b>105 837</b>	<b>17 566</b>	<b>17 %</b>
Moins les revenus affectés aux dépenses	(5 464)	(4 377)	(1 088)	25 %
<b>Dépenses budgétaires nettes totales *</b>	<b>117 938</b>	<b>101 460</b>	<b>16 478</b>	<b>16 %</b>

\* Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué

### Personnel :

L'augmentation globale de 8,0 millions de dollars des dépenses relatives au personnel est dû aux ajustements de compensation liés aux augmentations des taux de rémunération, à la mise en place de l'enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux fédéraux et les institutions démocratiques le 7 septembre 2023, et aux dépenses visant à soutenir le Bureau de la croissance propre et le Secrétariat du Conseil d'action pour les terres publiques.

### Transports et communications :

Les transports et les communications ont augmenté de 0,9 million de dollars, principalement en raison de la mise en place de l'Enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux fédéraux et les institutions démocratiques le 7 septembre 2023.

### Services professionnels et spéciaux :

L'augmentation de 5,6 millions de dollars est attribuée aux frais juridiques engagés pour l'enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux fédéraux et les institutions démocratiques établie le 7 septembre 2023, ainsi que le calendrier et les augmentations de facturation pour d'autres services juridiques. Cette situation a été partiellement compensée par une diminution des services juridiques fournis au Rapporteur spécial indépendant.

**Location :**

L'augmentation de 1,9 millions de dollars est principalement attribuée à l'espace de conférence pour les audiences publiques requises pour l'enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux fédéraux et les institutions démocratiques établie le 7 septembre 2023 et le calendrier de facturation des licences de logiciels.

**Les revenus affectés aux dépenses :**

L'augmentation de 1,1 millions de dollars des recettes nettes en vertu d'un crédit est attribuable aux avantages de recouvrements en 2024-2025 pour l'initiative Communications sécurisées pour le leadership national et pour les services internes fournis à d'autres ministères.

**Risques et incertitudes**

Les principaux risques financiers pour le BCP résident dans la nécessité de réaffecter les ressources ministérielles pour faire face à des problèmes qui pourraient surgir de manière inattendue. Dans le cadre de son rôle de coordination, le BCP doit être en mesure de résoudre les problèmes émergents dans un court délai et soit de gérer les dépenses nécessaires dans les limites de ses propres autorisations de dépenser, soit de gérer la trésorerie jusqu'à ce que des autorisations de dépenser accrues soient approuvées.

Le BCP a identifié d'autres risques clés qui pourraient avoir une incidence sur la réalisation de son mandat et sur sa situation financière. Ces risques tournent autour de domaines tels que les menaces à la sécurité (cybersécurité/interne/physique), la gestion de l'information, l'horizontalité croissante, la complexité et l'étendue du travail, ainsi que le recrutement et la rétention des employés.

Le Ministère continuera de gérer efficacement ses risques existants et émergents grâce à la coopération, à l'engagement et au partage de l'expertise et des meilleures pratiques avec d'autres ministères et organismes fédéraux, les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi qu'avec les partenaires communautaires, le secteur privé, ses homologues internationaux et son Comité d'audit du département.

**Changements importants quant aux opérations, au personnel et aux programmes**

Mark Schaan, auparavant sous-ministre adjoint principal, Secteur de la stratégie et des politiques d'innovation, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, a été nommé sous-secrétaire du Cabinet (Intelligence artificielle) à compter du 29 juillet 2024.

Il n'y a eu aucun changement significatif en ce qui concerne les opérations et les programmes au cours du trimestre.

**Approbation des cadres supérieurs :**

John Hannaford  
Greffier du Conseil privé et  
secrétaire du Cabinet

Matthew Shea  
Secrétaire adjoint du Cabinet, Affaires et  
services ministériels et Dirigeant principal  
des finances

*Ottawa, Canada  
Le vendredi 29 novembre 2024*

## ANNEXE A

### Bureau du Conseil privé Rapport financier trimestriel Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2024 ÉTAT DES AUTORISATIONS *(non vérifié) (note 2)*

*(en milliers de dollars)*

	Exercice 2024-2025			Exercice 2023-2024		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2024	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2023	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 - Dépenses nettes de fonctionnement	228 654	57 119	106 767	195 654	47 885	90 338
Vote 5 - Grants and contributions	-	-	-	-	-	-
<b>Autorisations législatives budgétaires</b>						
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21 891	5 473	10 946	21 906	5 477	10 953
Premier ministre - Traitement et allocation pour automobile	205	51	103	194	49	98
Leader du gouvernement à la Chambre des communes - Traitement et allocation pour automobile	99	25	74	95	16	40
Président du Conseil privé du roi pour le Canada et ministre de la Protection civile - Traitement et allocation pour automobile	-	-	-	-	8	32
Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique du Canada - Traitement et allocation pour automobile	99	25	49	-	-	-
Ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités - Traitement et allocation pour automobile	-	-	-	-	( 24)	-
<b>Autorisations budgétaires totales</b>	<b>250 947</b>	<b>62 692</b>	<b>117 938</b>	<b>217 944</b>	<b>53 411</b>	<b>101 460</b>
<b>Autorisations totales</b>	<b>250 947</b>	<b>62 692</b>	<b>117 938</b>	<b>217 944</b>	<b>53 411</b>	<b>101 460</b>

Remarque 1: N'inclut que les autorisations disponibles pour chacun des exercices financiers respectifs et accordées par le Parlement à la fin du trimestre (y compris gel budgétaire).

Remarque 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## ANNEXE B

Bureau du Conseil privé  
Rapport financier trimestriel  
Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2024  
Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (*non vérifié*) (*note 2*)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2024-2025			Exercice 2023-2024		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 septembre 2024	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 septembre 2023	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
<b>Dépenses budgétaires:</b>						
Personnel	188 408	47 544	93 703	173 226	45 564	85 740
Transports et communications	5 294	1 869	3 581	5 029	1 518	2 635
Information	5 226	811	1 973	4 159	832	1 891
Services professionnels et spéciaux	41 262	10 319	16 046	23 687	5 363	10 451
Location	5 731	2 133	4 083	6 143	636	2 232
Services de réparation et d'entretien	1 790	232	319	2 042	203	282
Services publics, fournitures et approvisionnements	570	162	241	447	374	447
Acquisition de machines et de matériel	9 012	1 358	2 301	11 712	766	1 574
Paievements de transfert	2 248	110	389	-	-	42
Autres subventions et paiements	34	467	768	-	201	543
<b>Dépenses budgétaires brutes totales</b>	<b>259 576</b>	<b>65 006</b>	<b>123 403</b>	<b>226 446</b>	<b>55 457</b>	<b>105 837</b>
<b>Moins les revenus affectés aux dépenses :</b>						
Revenus (note 3)	( 8 628)	( 2 313)	( 5 464)	( 8 502)	( 2 046)	( 4 377)
<b>Total des revenus affectés aux dépenses</b>	<b>( 8 628)</b>	<b>( 2 313)</b>	<b>( 5 464)</b>	<b>( 8 502)</b>	<b>( 2 046)</b>	<b>( 4 377)</b>
<b>Dépenses budgétaires nettes totales</b>	<b>250 947</b>	<b>62 692</b>	<b>117 938</b>	<b>217 944</b>	<b>53 411</b>	<b>101 460</b>

Note 1: N'inclut que les autorisations disponibles pour chacun des exercices financiers respectifs et accordées par le Parlement à la fin du trimestre (y compris gel budgétaire).

Note 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Note 3: Les revenus du BCP proviennent de la formation en matière d'analyse du renseignement et de la prestation de services de soutien internes à d'autres départements.